

# Pétition contre la répression anti-syndicale à La Poste

mardi 30 novembre 2010, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 30 novembre 2010).

Le changement de statut de La Poste opéré au 1<sup>er</sup> mars dernier révèle bien aujourd'hui les effets d'une politique de privatisation entamée depuis de nombreuses années, casse complète du service public, durcissement des relations sociales, mal vivre au travail et élimination des agents non rentables et de tout opposant à cette politique. Dans ce contexte, le mécontentement du personnel de La Poste s'accroît et occasionne régulièrement des conflits, la plupart liés aux mauvaises conditions de travail et aux suppressions d'emplois.

Parallèlement, l'exercice du droit syndical subit dans l'entreprise depuis quelques années des attaques sans précédent. La répression touche de plus en plus durement le personnel gréviste et les militants syndicaux qui animent les luttes et portent les revendications des personnels.

En mai 2005, La Poste demandait l'intervention du GIPN à l'encontre de militants syndicaux SUD et CGT du centre de tri de Bordeaux Mèges et les poursuivait ensuite en correctionnelle. Ils ont comparu en audience au TGI de Bordeaux le 5 novembre dernier. Cet été encore, à l'issue d'un long conflit social touchant 3 centres de distribution du courrier dans les Hauts de Seine, La Poste portait plainte en pénal contre 16 grévistes et demandait le licenciement pour un représentant départemental du syndicat SUD PTT 92 et des mises à pied de un et deux ans pour deux autres représentants départementaux de ce syndicat.

La Poste franchit aujourd'hui un seuil supplémentaire dans la répression anti-syndicale en demandant la révocation d'Olivier ROSAY, secrétaire départemental du syndicat SUD postaux Paris, ce qui constitue la plus lourde des sanctions prévues à l'encontre des fonctionnaires. La Poste reproche à Olivier ROSAY principalement des prises de parole « non autorisées » dans des centres postaux ainsi que d'avoir soutenu au nom de SUD PTT une manifestation de salariés d'une société de distribution du courrier qui faisait faillite en octobre 2009, Alternative Post. Les salariés laissés sur le carreau avaient bloqué un centre de tri postal dans le 18<sup>e</sup> arrondissement pour y demander leur embauche, La Poste récupérant l'intégralité du trafic et du chiffre d'affaire.

Olivier ROSAY est donc victime aujourd'hui de délit de solidarité et d'une politique visant à étouffer toute velléité de résistance des postiers et de leurs organisations syndicales.

Face aux enjeux qui se présentent aujourd'hui, nous refusons la répression anti syndicale à La Poste, nous intervenons pour la défense de la liberté d'expression, la sauvegarde du service public postal. Nous demandons l'arrêt des poursuites disciplinaires à l'encontre d'Olivier ROSAY, secrétaire départemental du syndicat SUD postaux Paris.

Patrick ACKERMAN (Responsable sud-ptt secteur télécom), Nathalie ARTHAUD (Porte parole de lutte ouvrière), Olivier BESANCENOT (Porte parole du npa), Martine BILLARD (Députée de paris, co-présidente du parti de gauche), Ian BROSSAT (Président du groupe pcf-pg au conseil de paris), Annick COUPE (Porte parole de l'union syndicale solidaires), Elie DOMOTA (Porte parole du lkp), Cécile GONDARD (Secrétaire générale de sud-ptt), Alain KRIVINE (Npa), Arlette LAGUILLER (Porte parole de lutte ouvrière), Jean luc MELENCHON (Député européen, co-président du parti de

gauche), Danielle SIMMONET (Conseillère de paris, secrétaire nationale du parti de gauche)

*Signer la pétition :*

<http://alaposterevocationstop.rezisti.org/index.php?petition=2&signe=oui>

*Voir les signataires :*

[http://alaposterevocationstop.rezisti.org/index.php?petition=2&pour\\_voir=oui](http://alaposterevocationstop.rezisti.org/index.php?petition=2&pour_voir=oui)

---

---

Voir en ligne : <http://alaposterevocationstop.rezis...>

---

**P.-S.**

\* <http://alaposterevocationstop.rezisti.org/index.php>